

ARTICLE

La lutte contre l'épidémie d'Ebola en Guinée et les difficultés liées aux identités professionnelles et communautaires

Abdoulaye Wotem SOMPARÉ

Sociétés Plurielles, n° 3 Varia

Les **Presses de l'Inalco** publient des ouvrages scientifiques et des revues qui associent aires culturelles et champs disciplinaires.

EXIGENCE DE QUALITÉ avec des évaluations en double aveugle ;

OPEN ACCESS : diffusion internationale et ouvrages toujours disponibles ;

LICENCES D'ÉDITION SOUS CREATIVE COMMONS pour protéger les auteurs et leurs droits ;

PUBLICATIONS MULTISUPPORTS ET ENRICHISSEMENTS sémantiques et audio-visuels ;

MÉTADONNÉES MULTILINGUES : titres, résumés, mots-clés.

L'offre éditoriale s'organise autour de collections aires géographiques (AsieS, EuropeS, AfriqueS, MéditerranéeS, TransAireS, AmériqueS, OcéanieS) et de séries correspondant à des regroupements disciplinaires (langues et linguistique, sciences humaines et sociales, arts et lettres, sciences politiques, économiques et juridiques, oralité, traduction).

Les **Presses de l'Inalco** éditent de nombreuses revues : *Cahiers balkaniques*, *Cahiers de littérature orale*, *Cipango*, *Cipango – Japanese studies*, *Études océan Indien*, *Études finno-ougriennes*, *Mandenkan*, *Slovo*, *Sociétés Plurielles*, *Yod*.

Sociétés plurielles

Varia

Numéro 3 – Année 2019

La lutte contre l'épidémie d'Ebola en Guinée et les difficultés liées aux identités professionnelles et communautaires

Abdoulaye Wotem SOMPARÉ
Sociologue, Université Julius Nyerere de Kankan

En mars 2014, l'OMS a déclaré l'existence de l'épidémie d'Ebola en Guinée, en donnant ainsi un nom à la mystérieuse maladie qui était en train de semer la panique et le désespoir dans la région forestière, située au sud du pays. Suite à cette déclaration, une structure parallèle au ministère de la Santé et rattachée directement à la présidence a été créée pour lutter contre l'épidémie : il s'agit de la Coordination nationale de lutte contre l'épidémie d'Ebola, appelée tout court la Riposte¹, présidée par Dr Sakoba Keita. La Coordination centrale, basée à Conakry, était composée par des hauts cadres du ministère de la Santé et des médecins guinéens et étrangers, consultants de l'OMS et de la Coopération française, parmi lesquels se distinguaient des professeurs français et congolais, spécialistes de la recherche en épidémiologie. En plus, le docteur Sakoba Keita était également entouré de plusieurs conseillers en communication. Dans cette coordination, on trouvait également tous les partenaires de la Guinée pour le développement, notamment l'Union africaine, l'Union européenne et les institutions internationales du système des Nations unies, ainsi que d'autres ONG nationales et internationales. Au niveau de chacune des cinq communes urbaines

1. On a désigné sous le terme de « Riposte » toutes les actions des institutions impliquées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie, notamment la Coordination nationale de lutte contre Ebola et ses partenaires. Au début de l'épidémie on utilisait plutôt le terme « lutte » mais progressivement c'est le mot « riposte » qui a été retenu.

de Conakry il y avait une coordination communale de la Riposte, avec la même morphologie et composition en termes de représentativité institutionnelle et de catégories socioprofessionnelles. En dehors de la capitale, la coordination était également présente dans les préfetures particulièrement touchées par l'épidémie, où elle était logée au sein de la Direction préfectorale de la santé.

La littérature importante consacrée à l'épidémie d'Ebola en Guinée met en exergue surtout le fait que la lutte contre Ebola a déterminé la rencontre, et souvent l'affrontement, entre la démarche médicale de la santé publique et les valeurs sociales et culturelles des populations locales. Les populations guinéennes ont manifesté des comportements de résistance violente pendant les premiers mois de l'épidémie qui a duré pendant deux ans, et de réticence silencieuse par la suite. La rencontre des opérateurs de la Riposte et des populations guinéennes, qui sont porteurs de logiques différentes et souvent contradictoires, est constitutive et révélatrice de la pluralité des identités des acteurs impliqués, source de conflits latents et ouverts. Notre objectif dans cet article est de montrer comment l'épidémie d'Ebola a révélé, transformé ou parfois créé de toute pièce des identités communautaires et professionnelles. Cette situation d'urgence sanitaire montre, à notre avis, le caractère dynamique de l'identité, qui se modifie dans des conjonctures inédites : des catégories professionnelles peu connues ou dévalorisées dans le contexte guinéen, à l'image des sociologues², qui sont montées au-devant de la scène. De plus, de nouvelles figures professionnelles sont nées dans cette situation d'urgence : il s'agit des comités de veille (CVV ou CVQ), qui n'ont fait à notre connaissance, l'objet d'aucune réflexion scientifique. Les identités ethniques³ se sont aussi transformées, dans la mesure où des préjugés et des stéréotypes sur les différentes ethnies ont ressurgi et ont été alimentés par de nouveaux exemples. Enfin, les individus concernés par l'épidémie ont été rangés forcément dans les

2. La sociologie est une discipline peu connue en Guinée. Selon les représentations les plus courantes, les sociologues sont des personnes éloquentes, capable de disserter de manière convaincante sur des problèmes de société, sans avoir pour autant des connaissances scientifiques précises. Les études de sociologie sont considérées peu utiles, peu rentables sur le marché du travail et conduisant, dans le meilleur des cas, à des occupations précaires et mal payées : les étudiants de sociologie sont souvent taxés de « futurs chômeurs »

3. L'utilisation du terme « ethnie » est souvent controversée en anthropologie. Dans cet article, nous proposons de considérer l'ethnicité comme une réalité empirique observée pendant notre recherche. Comme le disait Claude Rivière (1971), en Guinée tout le monde sait se classer ethniquement ; l'ethnie semble fonctionner pour les Guinéens comme « une catégorie d'auto-attribution et d'identification opérée par les acteurs eux-mêmes » (BARTH, cité par COSTEY 2006, p. 107), qui permet d'établir l'identité et l'altérité.

deux catégories de « gens d'Ebola » et de « communautés », en ajoutant ainsi une nouvelle inscription sociale à leurs affiliations précédentes, fondées sur le genre, l'âge, le statut social et l'origine ethnique.

Pour notre démonstration, nous allons nous inscrire dans le cadre théorique de la socio-anthropologie du développement de Jean-Pierre Olivier de Sardan, que nous trouvons heuristique en raison de certaines analogies entre la situation de l'urgence sanitaire et la mise en place des projets de développement. Comme dans le cas des projets de développement, les actions contre l'épidémie d'Ebola ont mis en contact des opérateurs étrangers ou locaux, détenteurs d'un capital économique et culturel, représentants d'une élite urbaine et cosmopolite, et des populations pauvres et largement analphabètes (Olivier de Sardan, 1995). Ainsi, dans un rapport d'altérité où les deux parties prenantes se sont inscrites réciproquement, les acteurs de la Riposte ont désigné toutes les populations qui font l'objet de leurs interventions comme des « communautés ». Quant aux populations concernées, elles ont défini toutes les personnes impliquées dans les activités de la Riposte comme les « gens d'Ebola », en considérant que ces individus étaient concernés par « Ebola business », c'est-à-dire par la possibilité de tirer un intérêt économique de l'épidémie. En réalité, loin d'être homogènes, chacun de ces deux groupes est composé de plusieurs catégories d'individus, porteurs des sous-cultures variables en fonction de leurs milieux sociaux respectifs et de leurs statuts d'appartenance.

Si une abondante littérature sociologique et anthropologique a été consacrée aux réticences et aux résistances des populations pendant l'épidémie, il est beaucoup plus rare de lire des études consacrées à la pluralité des identités au sein de la Coordination de la riposte. Comme le constate Lavigne Delville (2011), tel est souvent le cas aussi des projets de développement, où l'analyse des réalités économiques et socioculturelles des développés est privilégiée par rapport à l'analyse des dispositifs d'intervention, des pratiques et des représentations des différents acteurs qui les composent. Il s'agit donc, comme le propose aussi Sylvain Faye (2015a) (qui, après cette proposition théorique, se concentre cependant davantage sur les représentations des populations victimes de l'épidémie), de choisir une approche d'anthropologie symétrique. Ce concept, emprunté à la sociologie des sciences de Bruno Latour, implique de prendre en compte le contexte socio-culturel, les croyances, les représentations et les identités non seulement des populations guinéennes, mais aussi des opérateurs de la Riposte. Il s'agit là d'un projet qui se recoupe avec la socio-anthropologie du développement de Jean-Pierre Olivier de Sardan, qui insiste également sur l'importance d'analyser les représentations et les identités qui traversent la « configuration développementiste ».

Cet article tente donc de montrer le caractère hétérogène de la Riposte, en termes de diversité identitaire des acteurs, des institutions et des différentes catégories socio-professionnelles impliquées dans le cadre de la lutte contre Ebola. Nous allons nous concentrer en particulier sur la manière dont les spécialistes des sciences médicales, des sciences sociales et de la communication ont été amené à travailler ensemble, même s'ils avaient des idées vagues de leurs disciplines respectives.

Dans la lancée de l'article de Sow et Desclaux (2016), c'est la posture du sociologue qui nous intéresse particulièrement, car cet article se base sur une recherche appliquée d'un peu plus d'un an, menée en tant que socio-anthropologue consultant de l'Organisation mondiale de la santé. Pendant cette recherche, qui a commencé en février 2015 et s'est terminée en avril 2016, j'ai été l'un des opérateurs guinéens de la MOSO, la cellule de mobilisation sociale de la Riposte. Notre travail de terrain, mené à un rythme très intense en raison de l'urgence, consistait à recueillir les discours et les représentations des populations guinéennes par rapport à l'épidémie et à la Riposte. Cependant, dans cet article, nous n'analysons que très partiellement le matériel recueilli pendant ces entretiens et qui a déjà fait l'objet d'autres publications. (Somparé 2017, Somparé & Botta Somparé 2015 et 2018). Nous nous appuyons plus ici sur des données dont la collecte ne relevait pas forcément de notre mandat officiel, mais qui ont frappé notre attention en tant que socio-anthropologue du travail. Les deux réunions journalières qui se tenaient dans les différentes coordination préfectorales et communales où nous avons travaillé, surtout dans les préfectures de Dubreka et dans la commune urbaine de Matoto, à Conakry, ont représenté pour nous l'occasion d'effectuer une observation participante visant à recueillir les représentations des acteurs de la Riposte sur leur propre travail et sur les populations guinéennes. Nous croyons que l'avantage de cette situation a été le fait qu'elle n'était pas biaisée par l'existence d'une relation d'enquête : nous étions simplement des collègues qui travaillaient ensemble et qui échangeaient quotidiennement leurs impressions liées au travail de terrain. Au-delà des réunions, les propos que je cite dans cet article ont été aussi recueillis pendant plusieurs occasions de contact avec les collègues, par exemple lors des déplacements en voiture, des moments de détente et surtout sur le terrain, lorsqu'ils commentaient, souvent avec énervement, les réactions de réticence des populations.

Les identités professionnelles de la Riposte et les conflits qui en dérivent : les sciences sociales contre les sciences médicales ?

La Riposte était composée d'acteurs ayant des identités professionnelles hétérogènes et des cultures du travail différentes, qui n'avaient pas, avant

cette épidémie, l'habitude de se côtoyer et de travailler ensemble. Certes, la pluridisciplinarité et les approches transversales sont de plus en plus encouragées, dans la communauté scientifique, pour une appréhension plus complète du social, dans toute sa complexité et ses multiples facettes. La lutte contre Ebola exigeait l'apport de plusieurs disciplines différentes : santé publique, médecine, communication, journalisme, anthropologie, sociologie, etc. Il fallait cependant associer et appliquer les apports de ces différentes disciplines, ce qui n'est pas sans difficulté, car il est plus facile de réunir les spécialistes de disciplines différentes autour d'une conférence, d'un débat scientifique abstrait, plutôt que de les associer directement sur le terrain, de surcroît dans une situation d'urgence.

Pour les acteurs du corps médical, lorsqu'il y a une épidémie il y a une démarche rationnelle, médicale, de santé publique, à appliquer à la lettre. Comme le soulignent Didier Fassin et Jean-Pierre Dozon (2000) cette démarche se veut universelle car fondée sur la rationalité scientifique, ce qui occulte qu'elle est, en fait, le produit d'une culture spécifique, celle de la civilisation occidentale. Des populations différentes, à des moments distincts de l'histoire, ont élaboré des manières différentes de se protéger des maladies. Hewlett et Anola (2003) montrent par exemple, dans l'étude de cas d'une épidémie d'Ebola en Ouganda, l'existence de pratiques prophylactiques locales, sur lesquelles les opérateurs sanitaires auraient pu s'appuyer pour lutter contre l'épidémie. Même si elle est fondée sur la rationalité scientifique, la démarche de la santé publique est donc un produit culturel de l'Occident, dont la transposition chez d'autres populations, qui conçoivent la maladie autrement, ne va pas de soi : d'où l'importance de la sociologie et de l'anthropologie. Elle participe du grand partage mis en lumière par Bruno Latour, qui remarque une diversité dans le traitement des savoirs produits à travers la méthode scientifique, qui s'érigent en vérité universelle, dont on questionne rarement les conditions de production, et les autres types de connaissances, rangées sous l'étiquette de « savoirs locaux ». Différents quant à leur modalité de production et de diffusion, à leurs objectifs et à leurs destinataires, ceux-ci sont analysés dans leur insertion dans les systèmes de pensée locaux et souvent relégués au rang de curiosités ethnographiques, de superstitions ou de croyances, destinées à s'écrouler devant les vérités scientifiques.

Le rôle de la cellule de mobilisation sociale (MOSO), qui réunissait les socio-anthropologues, les communicateurs et des journalistes, était d'appuyer les médecins afin d'amener les populations à collaborer. Pendant l'épidémie, certains médecins ont montré qu'ils avaient quelques préjugés par rapport aux sciences sociales, qu'ils ne considéraient pas comme des sciences, mais qu'ils assimilaient à de la littérature. Il n'était donc pas évident, pour eux, de comprendre la place de ces disciplines dans la gestion d'une épidémie. Beaucoup de sociologues et de communicateurs soupçonnaient les médecins d'avoir un « esprit de monopole »,

pour reprendre l'expression d'un collègue sociologue : une épidémie serait alors perçue comme un problème strictement médical. Comme le constate aussi Sylvain Faye, le fait de ranger sociologues, journalistes, communicateurs, dans le cadre de la même catégorie de « mobilisation sociale » (MOSO) témoignait déjà d'une distance et d'un manque d'attention aux différentes disciplines. Pourtant, si la frontière est mince entre anthropologie et sociologie, ces deux disciplines se distinguent cependant du journalisme et de la communication. D'ailleurs, en raison de la rareté des spécialistes en communication en Guinée, ce sont des journalistes qui ont été chargés de transmettre des messages, sans pour autant se soucier de leur compréhension par les récepteurs. C'est pourtant là l'un des objectifs principaux de la communication.

Les rôles et les identités professionnelles des différents spécialistes de la MOSO ont été souvent confondus, au point de leur demander de respecter le même programme de travail, alors que le temps demandé par l'enquête sociologique et celui de la sensibilisation sont différents. Ces problèmes variaient aussi selon l'esprit d'ouverture des responsables, notamment les directeurs préfectoraux de santé (DPS) et les médecins coordinateurs de la Riposte. De façon générale, les spécialistes de la MOSO ont joué un rôle plus important suite à la persistance des réticences, ce qui a quelque peu modifié le regard sur la sociologie et l'anthropologie. Souvent, les sociologues étaient appelés en dernier recours, lorsque les médecins se heurtaient à des réticences qui rendaient leur travail impossible. Ce qui était incompréhensible, c'est ce qui était du ressort des sociologues, les tenants de cette discipline mystérieuse qui semblait parfois résoudre des problèmes et « lever des réticences » de façon magique. Alain Epelboin note que c'est souvent dans des circonstances où les médecins et les spécialistes de la santé publique se sentent impuissants qu'ils ont recours à l'anthropologie. Il revient alors à l'anthropologue de prendre en compte à la fois la culture des soignés et des soignants, en agissant comme un traducteur culturel capable de permettre une meilleure compréhension réciproque (Epelboin 2009).

Les sociologues étaient également chargés de recueillir les discours et les rumeurs pour les déconstruire, afin de mieux comprendre le contexte socio-économique et culturel local. Ils ont privilégié une approche axée sur l'intégration au sein des communautés urbaines et villageoises, par exemple en évitant les uniformes voyants des institutions internationales et en préférant des habits traditionnels guinéens. Grâce à leur proximité avec les populations locales, ces consultants ont aussi joué le rôle de médiateur entre les opérateurs de la Riposte et les populations manifestant leurs réticences. Les sociologues guinéens avaient aussi la possibilité de s'appuyer sur leurs étudiants, ressortissants des différentes localités, pour entrer en contact avec les populations locales. En présentant leur famille, en reconstruisant

des rapports de parenté, de voisinage et d'amitiés, ils avaient plus de chance d'être acceptés. C'est d'ailleurs cette démarche méthodologique, visant à créer un lien social avec les enquêtés pour éviter de se placer dans un rapport d'altérité, voire d'étrangeté, qui a souvent été suggérée par les sociologues aux autres professionnels. Comme le notent Sow et Desclaux (2016), les socio-anthropologues se sont ainsi retrouvés dans une position inhabituelle, puisqu'ils ont dû agir dans une situation d'urgence en endossant de multiples rôles à la fois : experts, acteurs, chercheurs et intervenants sociaux. Comme ils ont travaillé dans un contexte de crise sanitaire, ils n'ont pas eu le temps d'effectuer des études préalables à l'intervention des autres professionnels, afin que ceux-ci puissent mieux adapter leurs conduites. Du coup, il y a eu une simultanéité entre l'enquête sociologique et les interventions, ce qui représente pour le sociologue une situation vraiment exceptionnelle, où il ne pouvait pas s'offrir le luxe d'effectuer un terrain de longue durée.

Les sociologues étaient engagés par des institutions qui avaient besoin d'obtenir rapidement des résultats. Il fallait donc qu'ils travaillent rapidement sous une forte pression. Ils étaient d'ailleurs souvent accusés d'être lents. Lors d'une rencontre, le coordinateur national de la Riposte, Sakoba Keita, a déclaré avec humour : « Vous les sociologues, vous êtes importants. Vos études sont importantes, mais vous êtes trop lents. Quand vos résultats arrivent, le problème est déjà réglé. » La contrainte de temps est inhérente à beaucoup de recherches appliquées en socio-anthropologie du développement, qui obligent le chercheur à comprendre rapidement les dynamiques sociales de la localité ciblée par un projet. La nécessité, cependant, est encore plus forte dans le cadre d'une urgence sanitaire ou humanitaire. Certains rapports étaient critiqués car ils étaient longs et truffés de références théoriques, écrits par des chercheurs habitués au langage des articles scientifiques, qui avaient parfois du mal à s'adapter aux exigences de synthèse et schématisation requises par les institutions.

Il faut ajouter que l'équipe des socio-anthropologues était hétérogène, car elle regroupait de jeunes diplômés fraîchement sortis des facultés de sociologie et des chercheurs plus expérimentés. Si ces derniers ont pu défendre leur autonomie professionnelle, il a été plus difficile pour les jeunes de résister aux pressions de la coordination qui souhaitait les cantonner dans des tâches de communication et de sensibilisation. Néanmoins, la présence des socio-anthropologues de l'OMS, dirigés par le Pr. Niang, et ceux du LASAG (Laboratoire d'analyses socio-anthropologiques de Guinée) financés par l'Unicef, ont permis à la Riposte d'être beaucoup plus attentive aux exigences des populations et donc moins contraignante ou coercitive qu'au Liberia et en Sierra Leone. (Somparé 2017)

Certes, Ebola a été éradiquée en Guinée grâce à la synergie de plusieurs spécialistes ayant des formations et relevant de catégories socio-professionnelles

différentes, mais les conflits latents issus des rapports de travail étaient omniprésents. Les sociologues, dans leur analyse, soulignaient les erreurs des opérations de la Riposte et des communicateurs, ce qui était ressenti comme une accusation par les autres professionnels, peu familiers avec la vocation critique et déconstructiviste des sciences sociales. Globalement, les sociologues avaient tendance à demander des efforts d'adaptation de la Riposte qui étaient ressentis, par beaucoup de médecins, comme une forme d'alourdissement de leur tâche. Les communicateurs et les médecins se sentaient plus exposés à des risques, davantage en première ligne, alors que les socio-anthropologues venaient souvent après leurs interventions, pour comprendre leurs impacts et critiquer leurs défaillances.

De plus, comme le souligne Olivier de Sardan (1990), les sciences sociales tendent à restituer la parole à des acteurs qui n'ont pas les ressources matérielles et symboliques pour se faire entendre. Les résultats qu'ils produisent, surtout dans le cas de la sociologie holiste, mettent constamment l'accent sur les mécanismes de domination, de production et de reproduction des inégalités sociales. C'est ainsi que, même dans le cadre de l'épidémie d'Ebola, les socio-anthropologues ont été toujours très sensibles aux discours des communautés, au point de frôler parfois le populisme. Les résultats tendaient chaque fois à souligner les contraintes de la Riposte et leurs recommandations, selon certains médecins, allaient même à l'encontre de la démarche de la santé publique. C'est pourquoi certains collègues ont été successivement soupçonnés d'inciter les populations à la révolte et de vouloir, d'une certaine manière, prendre la place des médecins, à force d'insister sur l'adoption de mesures visant à humaniser les hospitalisations et les enterrements.

Vers la construction d'un rapport d'altérité : les gens d'Ebola et les communautés

Pour les populations guinéennes, tous les participants à la Riposte ont été qualifiés de « gens d'Ebola », sans distinction des différents rôles et postures. De la même manière, les réticences, les difficultés de communication ont été imputées par les opérateurs à une « communauté villageoise », un concept dépassé, désignant un groupe fondamentalement homogène, figé dans la tradition, isolé, incapable de s'ouvrir au changement, formé par des paysans superstitieux, ignorants et têtus. D'où le regard exotique et distant de la Riposte, qui a empêché de comprendre les conduites des populations en tenant compte de leur différenciation sociale. Cette vision négative de la communauté rurale, qui s'enracine en partie dans les théories de la modernisation des années 50, est révélatrice de toute la distance présente entre la culture des intellectuels citadins guinéens et celle des populations rurales peu alphabétisées. Elle est parfois teintée aussi de préjugés ethniques : telle ethnique

serait plus obstinée, telle autre plus prête à collaborer, les uns seraient menteurs, les autres trop belliqueux.

La communauté : un concept inadéquat pour appréhender les réalités sociales guinéennes.

Le concept de communauté a été forgé et utilisé par les fondateurs de la sociologie, notamment Tönnies et Durkheim, en opposant sans cesse la communauté à la société, conçues, dans une perspective évolutionniste, comme deux stades dans l'existence des formations sociales. Ces concepts ont été élaborés à une époque où les sociétés occidentales étaient en pleine mutation, en passant d'une société agricole précapitaliste à une société industrielle capitaliste. Durkheim a soutenu que les sociétés préindustrielles étaient des groupes sociaux fondamentalement homogènes, où il n'y avait pas de spécialisation professionnelle au-delà de la division du travail selon le sexe, où les rôles et les statuts étaient dictés par l'origine familiale et les solidarités étaient déterminées par la ressemblance. En commentant Tönnies, Durkheim oppose la communauté, « masse indistincte et compacte qui n'est capable que de mouvements d'ensemble » marquée par « l'accord, silencieux et spontané de plusieurs consciences qui pensent et sentent de même, [...], qui vibrent à l'unisson » à la société, règne de l'individualisme et des relations personnelles marquées par la recherche du profit (Durkheim 2013).

En s'inspirant de ces définitions, les tenants de la théorie de la modernisation ont théorisé, dans les années 1950, les conditions du passage de la société traditionnelle à la société moderne et les obstacles socio-culturels rencontrés pendant cette transition. Ils ont donc figé, dans leurs descriptions, une société traditionnelle ou une communauté qui serait universelle et homogène dans le temps et dans l'espace et qui, partout dans le monde, ressemblerait aux sociétés occidentales préindustrielles. C'est cette vision, évolutionniste et dépassée qui, tout en ayant été remise en cause par la communauté scientifique, a laissé des traces durables dans la conception du développement et des populations à développer. Il faut souligner aussi qu'une conception de la communauté en tant que groupe compact et homogène a été répandue, cette fois-ci avec une connotation positive, par des auteurs et philosophes africains⁴, qui ont souligné entre autres la cohésion sociale, la prise de décision consensuelle et la protection offerte à l'individu par le groupe. Cette conception est aussi présente dans le sens commun : dans les

4. Parmi ces auteurs, nous pouvons citer à titre d'exemple W. ABRAHAM (1962), K. GYEKYE (1997), L.S. SENGHOR (1964) et J. NYERERE.

situations de la vie quotidienne, en Guinée, on oppose volontiers l'attachement à la famille et la solidarité qui règne en Afrique vis-à-vis de l'Occident, présenté comme le règne de l'égoïsme et de l'individualisme.

Lors de l'épidémie d'Ebola, l'une des difficultés de la Riposte a justement été de raisonner en termes de communautés villageoises ou urbaines, où les individus allaient obéir aux consignes des autorités traditionnelles. Or, la société guinéenne est de plus en plus complexe et différenciée : chaque individu n'est pas seulement membre de sa communauté, mais porteur d'identités liées au genre, à l'âge et aux identités professionnelles. Ses appartenances multiples l'exposent aussi à des influences différentes : un jeune, par exemple, n'écoute pas seulement les sages de sa communauté, mais aussi son enseignant, ou le maître de l'atelier où il apprend un métier, ou encore le *leader* du groupe de jeunes où il est inséré. D'ailleurs, les travaux d'Alain Marie et de ses collaborateurs (2008) partent justement de l'analyse de Durkheim pour lire les mutations liées à l'émergence de l'individu dans les sociétés ouest-africaines et la naissance de nouvelles sociétés, au sein de catégories socio-professionnelles ou d'une société civile embryonnaire.

Et si on raisonnait plutôt en termes de réseaux communautaires de résistance ?

Une telle représentation de la communauté villageoise a influencé la mise en place par la Riposte d'une stratégie de communication verticale, calquée sur la stratification sociale et fondée sur l'idée que la population écouterait les autorités politiques et morales et leur obéirait⁵. Or, nous pensons qu'une telle stratégie a été inadéquate, dans la mesure où elle a ignoré l'existence de réseaux communautaires de réticences reliant la ville à la campagne, et qu'elle n'a pas pris en compte l'identité hybride, à la fois villageoise et citadine, de beaucoup de Guinéens. La Riposte a ignoré, pendant longtemps, que la communauté villageoise n'est pas seulement constituée par les individus présents sur place, mais que ses frontières sont mouvantes et difficiles à définir.

La communauté villageoise a été appréhendée comme un ensemble homogène, qui pense et agit ensemble, en ignorant qu'elle est composée par des groupes différents, ayant des intérêts souvent conflictuels et réagissant différemment à la mise en place d'un projet de développement ou à l'imposition de mesures de santé publique. Par exemple si les femmes, déjà habituées à vivre dans l'espace

5. La délégitimation des autorités locales a d'ailleurs représenté une difficulté importante dans cette stratégie de communication ; SOMPARÉ & BOTTA SOMPARÉ, 2018.

domestique, acceptent facilement les mesures de quarantaine, les hommes, surtout les plus jeunes, sont confrontés à un bouleversement de toutes leurs habitudes et tendent à résister à cette contrainte.

Or, la vision de la communauté comme groupe homogène a aussi empêché d'identifier les quelques individus qui, dans les différentes localités, ont été les responsables de la diffusion des rumeurs et des résistances qui ont entravé l'éradication rapide de l'épidémie. Une telle difficulté n'est pas non plus indépendante de l'existence d'une culture d'impunité, qui amène toujours à attribuer les défaillances de quelques individus à toute leur communauté d'appartenance ou catégorie socioprofessionnelle, au lieu de situer les responsabilités individuelles.

De plus, les villages guinéens ne sont plus enclavés comme ils l'étaient auparavant : ils sont désormais connectés à la ville grâce à la diffusion de biens nouveaux, tels que des moyens de transports au prix accessible (par exemple les taxi-motos, qui ont été d'ailleurs très utilisées dans le transport illégal des malades) et des téléphones portables. Ainsi, les paysans sont insérés dans des réseaux qui comprennent les habitants des villages, les ressortissants citadins et tous ceux qui font la navette entre les différentes localités, par exemple les chauffeurs de taxis et les femmes commerçantes. Ils sont donc exposés à beaucoup d'informations différentes. Les rumeurs et les stratégies de résistance sont passés à travers ces canaux de communication : nous pensons donc qu'il aurait été utile d'aborder le problème en le posant en termes de réseaux communautaires de résistance et de sabotage de la Riposte contre Ebola.

Les réseaux communautaires de résistance regroupaient des membres des communautés réticents, mal informés ou mal intentionnés, vivant au village ou en ville et interconnectés par les moyens de transport et de communication. Parmi ces individus, il y avait des paysans, des membres des élites religieuses et politiques, des ouvriers, des cadres, des chômeurs désœuvrés et des délinquants. Il y avait également des jeunes qui saisissaient cette opportunité liée à l'épidémie d'Ebola pour exprimer leur mécontentement et leur frustration dans un contexte de chômage et d'exclusion sociale. Les réticences, les résistances et les soulèvements contre la Riposte n'étaient pas indépendants des diffusions de rumeurs et des agissements, voire des incitations à la révolte de certains ressortissants. En particulier, les villageois qui ont émigré en ville, ou ceux qui ont étudié, étaient particulièrement écoutés, car ils étaient considérés comme plus éveillés et informés.

Nous avons constaté que, à chaque fois qu'Ebola est apparue dans une localité rurale, les villageois ont été inondés d'appels téléphoniques, visant à s'enquérir de leur santé, mais aussi à leur indiquer le comportement à tenir face aux acteurs de la Riposte. Comme nous l'a dit, une fois, un vieil homme du village de Dembaya,

dans la sous-préfecture de Tanene, dont la grande sœur et les petits enfants ont été contaminés : « J'ai fermé mon téléphone, car je n'en peux plus. Depuis qu'on a déclaré Ebola ici, nos parents en ville n'ont fait que nous appeler. On est même embrouillé comme ça. Mais j'ai fermé le téléphone, et je me remets à Dieu maintenant. »

Ebola est apparue en Guinée dans un contexte d'interdépendance entre le milieu urbain et le milieu rural, caractérisé par une forte mobilité des populations qui circulent sans cesse entre les villages et les principales villes du pays. Certes, les paysans demeurent dépendants du milieu urbain, dans la mesure où ils sont souvent contraints de se rendre en ville afin d'accéder à certains services et biens, que ce soit au niveau de la santé ou de l'instruction.

Dans cette perspective, comme l'a déjà souligné Pelissier (2000), les habitants des villes africaines pourraient avoir un statut hybride, à la fois citadin et villageois, car ils sont inscrits dans des réseaux socio-économiques reliant la ville à la campagne. Cette interdépendance a rendu difficile d'éviter la propagation rapide de l'épidémie tout en maintenant sur place les personnes contacts, susceptibles de développer la maladie et de contaminer les autres, qui se déplaçaient sans cesse entre les deux milieux.

Les préjugés ethniques des acteurs guinéens de la Riposte

Les opérateurs guinéens de la Riposte portaient sur les populations rurales un regard d'altérité qui était parfois teintées de préjugés à caractère ethnique. Comme le disait Claude Rivière (1971), en Guinée tout le monde sait se classer ethniquement. On peut compter, en Guinée, près d'une trentaine d'ethnies, mais suite à des processus d'assimilation et de brassage et pour des raisons politiques, nous pouvons distinguer quatre groupes ethniques principaux, repartis dans les quatre régions naturelles. Les ethnies minoritaires s'intègrent dans les groupes majoritaires pour revendiquer leur identité ou défendre leurs intérêts. Chacun des quatre grands groupes ethniques (Soussou, Malinké, Peul, Forestiers) a des préjugés stéréotypés sur les autres ethnies. Or, les discours à propos d'une ethnie ou d'une autre, varient selon le contexte d'énonciation. Par exemple, lorsqu'on veut critiquer l'orgueil, le comportement ostentatoire des Soussous, on les compare souvent aux Peuls discrets, humbles et économes. Mais lorsque les Guinéens membres des autres ethnies veulent critiquer les Peuls, ils se réfèrent aux mêmes jugements pour les qualifier d'opportunistes et de sournois. Ces préjugés influencent profondément les relations interethniques, caractérisés par la méfiance, la rivalité, les conflits latents et ouverts (Somparé 2009 : 112). Il y a lieu de souligner aussi que de tels préjugés ont été créés ou renforcés par la colonisation. Comme l'explique Sow (1989), les colonisateurs ont porté sur les ethnies africaines des jugements

largement dépendants de leurs relations avec l'administration coloniale. Les Peuls guinéens, par exemple, ont fait l'objet d'opinions ambivalentes : tantôt considérés par les Européens comme une race intermédiaire entre les Européens et les Africains, dotée d'une supériorité morale et intellectuelle par rapport aux autres ethnies, tantôt critiqués pour leur duplicité et leur propension à mentir lorsqu'ils refusaient de payer les impôts.

Nous avons constaté que dans les villages de Forecariah, de Dubreka dans certains quartiers de Conakry, lors des réunions, plusieurs acteurs de la Riposte avaient des préjugés sur les populations soussous. Ils les désignaient comme des populations qui mentent, qui ne respectent pas les engagements, qui manquent de sincérité ou qui sont même hypocrites, en particulier lorsque les femmes, dans une logique de réticence silencieuse, affichaient avec des danses et des chants leur adhésion aux actions de la Riposte, qu'elles ne partageaient pas en réalité. En Guinée Maritime, les opérateurs de la Riposte étaient choqués de voir les populations, en majorité soussou, ne pas respecter les engagements qu'ils avaient tenus. Par exemple des sages, qui avaient pourtant garanti leur adhésion, déclaraient avoir « oublié » de respecter les mesures nécessaires pour l'enterrement d'un défunt, ou d'alerter par rapport à un cas de maladie. Cela était interprété comme un manque de « honte », une valeur fondamentale dans l'éducation des hommes libres, en particulier des strates supérieures en opposition avec les esclaves qui, par peur du maître, peuvent être amenés à mentir. Il était donc particulièrement choquant de voir des personnes âgées en train de mentir, puis de s'excuser par rapports à des « erreurs » présentées comme des omissions, mais traduisant en réalité une résistance silencieuse. Comme l'a dit un jour un jeune de la Croix rouge, appartenant à l'ethnie Conyanké, énervé par rapport à la conduite d'un vieux sage : « Ces gens-là ne font que s'excuser. Finalement, s'excuser tout le temps, ça veut dire ne pas avoir honte ». C'est dans le même ordre d'idées que le coordinateur s'est exclamé un jour, à Dubreka : « Eh, les sages de Forecariah, ils se sont engagés à respecter nos consignes, on a organisé des prières ensemble, mais ils ont continué à enterrer clandestinement la nuit. Il a fallu l'apport d'un jeune ressortissant pour nous montrer tout ça ! »

Ensuite, à l'occasion des micro-cerclages⁶ ou des quarantaines, lors de la distribution des vivres et de l'argent de la dépense, le fait que les populations aient eu tendance à demander davantage avec enthousiasme était interprété comme le comportement typique des populations soussous. Les opérateurs originaires du Fouta et de la Haute Guinée ou de la Guinée forestière opposaient sans cesse les conduites de leurs communautés aux comportements des populations soussous, stigmatisés comme des gens qui n'aiment pas travailler. L'un des responsables s'est exclamé par exemple, face aux demandes croissantes des populations de la Guinée maritime : « Ah, nos parents soussous aiment trop l'assistanat ! »

Ce comportement s'enracine dans l'histoire politique de la Guinée. À force d'avoir soutenu les régimes successifs de Sékou Touré et Lansana Conté, les Soussous ont été stigmatisés comme une population prête à échanger son soutien politique contre des denrées alimentaires, par exemple des sacs de riz, ce qui s'est passé aussi pendant la dernière campagne présidentielle d'Alpha Condé. En même temps, ces populations n'ont jamais tiré de véritables avantages financiers de ce soutien : ils demeurent l'un des groupes les plus pauvres de Guinée, d'où les préjugés sur leur gourmandise, leur tendance à dépenser, leur incapacité à investir ou à épargner. De plus, lorsque les Soussous en situation de quarantaine obtenaient certaines faveurs, comme l'achat de cartes de recharge téléphoniques mais ne collaboraient pas pour autant, ils étaient taxés d'ingrats.

Ces discours teintés de préjugés se retrouvent dans tous les aspects de la vie sociale, par exemple à l'école ou dans le monde du travail. Ici, ils ont particulièrement visé les Soussous car la crise sanitaire et les résistances qui en résultent ont plus persisté en Guinée maritime. Nous sommes convaincus que, si Ebola avait frappé le Fouta, nous aurions assisté à des commentaires sur les caractéristiques des Peuls, teintés d'autres préjugés à caractère ethnique. En ce qui concerne la Forêt où l'épidémie est apparue, les Forestiers ont été stigmatisés et rendus responsables de l'épidémie. Dans ce cas, nous n'avons pas recueilli des propos teintés des préjugés de la part des opérateurs, mais plutôt auprès des populations de la Guinée maritime et de la ville de Conakry, qui imputaient aux habitants de la Forêt et à leurs habitudes alimentaires l'arrivée d'Ebola dans la capitale. Ainsi, des gens nous ont conseillé d'éviter de serrer la main aux Forestiers

6. On parle de micro-cerclage lorsqu'on intensifie les opérations de la Riposte dans un village ou un quartier où il y a eu des cas d'Ebola. Au cours des micro-cerclage, la liberté de mouvement est limitée : les membres des familles touchées doivent rester chez eux, alors que les autres ont la possibilité de circuler, sans quitter pour autant le village. En même temps, la surveillance s'intensifie, un hôpital de campagne est installé, des sensibilisations sont organisées afin de détecter des cas suspects.

et d'éviter certaines gares routières, où arrivent les autocars en provenance de ces zones. Les Forestiers ont été stigmatisés comme des gens « qui mangent tout », qui n'ont pas de goûts raffinés, mais qui se nourrissent d'espèces animales, telles que les singes, que les autres n'oseraient pas manger. À l'occasion des affrontements de Womey, un village où une délégation de la Riposte a été massacrée, la violence dont les habitants de ce village ont fait preuve a été interprétée par certains comme le résultat de leur manque d'adhésion aux religions révélées, porteuses de certaines valeurs morales. En effet, à cause de leur enclavement et de leur attachement à leurs traditions, les populations de la Forêt sont peu islamisées et peu christianisées, mais demeurent plus fidèles aux religions traditionnelles africaines.

La lutte contre Ebola constitue donc une entrée pertinente pour étudier les relations interethniques en Guinée. Les préjugés ethniques ont entravé l'action des opérateurs de la Riposte, dans la mesure où ils empêchaient une bonne compréhension des raisons véritables des comportements des populations, qui s'étaient placés, comme à la période coloniale, dans une posture de refus silencieux, de guerre non déclarée, où les « gens d'Ebola » étaient des ennemis plus forts à combattre à travers la ruse et la cachotterie. Pour citer un autre exemple, en Guinée maritime l'attitude des jeunes qui refusaient d'obéir aux consignes des sages étaient souvent qualifiée d'impolitesse et attribuée aux caractères des jeunes soussous qui ne seraient pas éduqués au respect, contrairement aux Peuls ou aux Malinkés. Or, ce préjugé empêchait de comprendre que les autorités politiques et morales de la Guinée maritime étaient de plus en plus délégitimées, pour des raisons complexes renvoyant à l'histoire politique de la Guinée.

Les CVV et les CVQ : entre les « gens d'Ebola » et les « communautés », ou le marteau et l'enclume

Pour favoriser l'adhésion des communautés aux stratégies de lutte contre Ebola, on a recruté des membres des comités villageois de veille (CVV) et des comités de veille de quartier (CVQ), qui recevaient une prime. Ces comités ont souvent été critiqués par les acteurs de la Riposte, qui soulignaient leur manque de formation et de collaboration sincère. Il y avait à Conakry des CVQ qui réclamaient violemment leur prime, sans pour autant jouer réellement leur rôle dans la surveillance communautaire. Ces comités ont aussi essuyé beaucoup de menaces, d'insultes et de tentatives de lynchage au sein de leur communauté. Même s'il y avait sûrement des défaillances dans les comportements des CVV et des CVQ, leurs difficultés résidaient surtout dans leur position structurelle très délicate entre la Riposte et les populations. Pour la Riposte, les Comités étaient des acteurs peu actifs et souvent complices des stratégies de réticence silencieuse ; pour les populations, ils étaient

des traîtres, prêts à dénoncer leurs amis et parents pour les livrer, en échange d'une prime, à des agents soupçonnés de vouloir les tuer. Leur situation était aggravée par le fait que, selon des rumeurs, ils percevaient de l'argent pour chaque « alerte », perçue plutôt comme une dénonciation.

En fait, les CVV étaient tiraillés entre les valeurs sociales et la conscience collective de leurs communautés, dont ils étaient porteurs, et les exigences ou les contraintes des rôles pour lesquels ils étaient payés. D'une part, ils devaient appliquer les consignes et les principes de la démarche rationnelle de la santé publique visant à éradiquer l'épidémie. D'autre part, l'application de ces consignes se heurtait aux réticences et résistances de leurs communautés, parce qu'elles étaient perçues comme une transgression des coutumes et des principes religieux de l'islam, dans lesquels les membres des comités ont été socialisés depuis leur enfance.

En subissant les pressions des deux parties, qui relevaient de logiques différentes et concurrentes, ils se retrouvaient souvent « entre le marteau et l'enclume » comme ils le répétaient eux-mêmes. En collaborant avec les institutions et les acteurs de la Riposte, ils étaient considérés comme des déviants, c'est-à-dire des individus qui s'éloignent de la route tracée par leur société et sur laquelle ils ont été engagés, en transgressant les règles, ce qui correspond à une blessure de la conscience collective. Pris au piège dans le rapport d'altérité entre les « gens d'Ebola » et les « communautés », ils se sont trouvés dans la position la plus difficile et ambiguë, justement à cause de leur appartenance aux deux camps en même temps. C'est ainsi que, surtout en milieu rural, les CVV se sont souvent ralliés à la résistance silencieuse, en faisant semblant de travailler pour la Riposte, mais en transgressant, en réalité, les mesures de la santé publique. C'est pourquoi les opérateurs de la Riposte ont été désagréablement surpris de constater qu'il y a eu des cas d'Ebola dans des villages où il y avait des CVV, tel que le village de Dembaya, dans la sous-préfecture de Tanene sans que les CVV ne donnent l'alerte. Comme nous l'avions souligné dans nos rapports pendant l'épidémie, de telles attitudes sont révélatrices d'une défaillance dans leur formation. S'ils ont compris les aspects pratiques de leur travail, les CVV n'ont pas intériorisé la déontologie et le savoir-être liés à leur rôle. Ils n'ont pas vraiment réalisé l'ampleur de leur responsabilité, en comprenant que leurs défaillances pourraient constituer un danger pour la santé publique de tout un village. La formation des CVV n'a pas mis en lumière non plus les aspects juridiques de leur tâche, en les amenant à comprendre qu'ils pourraient s'exposer à des sanctions. Il faut cependant constater que leur courte formation professionnelle était inspirée par une déontologie en porte-à-faux avec les normes et les valeurs intériorisées tout au long de leur enfance, au cours de leur socialisation primaire au sein de la famille et dans le cadre de l'école coranique. Il n'est pas étonnant que, pris entre le marteau et l'enclume, attirés par

la volonté de gagner de l'argent mais aussi craintifs des réactions de leur parents et voisins, la plupart des membres des CVV aient finalement choisi de respecter les valeurs de l'environnement où ils baignaient depuis toujours. Il faut souligner aussi que les CVV souffraient aussi d'un manque de légitimité et faisaient l'objet de contestations de la part de la population, car ils étaient presque toujours recrutés dans l'entourage des chefs de quartier et de districts, dans un contexte de népotisme et de corruption.

Conclusion

Dans cet article, nous avons cherché à montrer que l'épidémie d'Ebola a créé des identités inédites, en forgeant une dichotomie entre les « gens d'Ebola » et les « communautés ». Certes, une telle division est calquée sur la séparation entre développeurs et développés, déjà soulignée par la sociologie et l'anthropologie du développement (Olivier de Sardan 1995). Cependant, les circonstances dramatiques de l'urgence sanitaire et son ampleur ont rendu la relation entre les deux camps, hautement conflictuelle, dans un contexte de méfiance généralisée entre les populations et les élites qui caractérise la société guinéenne de ces dernières années (Somparé et Botta Somparé 2017). Notre analyse de la situation des CVV et des CVQ illustre cette conflictualité à travers la présentation d'une nouvelle catégorie professionnelle, qui aurait pu fonctionner comme médiatrice entre les deux groupes et qui, à cause de sa position ambiguë, a suscité l'hostilité et le mécontentement des deux camps.

Notre objectif a été, d'une part, de déconstruire cette dichotomie en montrant que ces deux camps opposés étaient en réalité très hétérogènes. D'autre part, nous constatons que, si les réticences des populations guinéennes ont été abondamment analysées par la littérature existante dans leurs aspects culturels, politiques et socio-économiques, la connaissance des opérateurs de la Riposte présente encore des lacunes. Notre contribution tente donc de montrer les interactions entre les différents opérateurs de la Riposte, mais elle interroge aussi leurs représentations des populations auprès desquelles elles ont été appelées à intervenir. Nous pensons que certaines erreurs commises pendant l'épidémie dérivent justement de l'excès de simplification, des préjugés et des stéréotypes dont les populations guinéennes ont fait l'objet. En particulier, au lieu de raisonner en termes de « communautés » en tant que groupes homogènes, nous avons proposé d'utiliser plutôt le concept de réseau communautaire de réticence ou de résistance.

Dans une posture compréhensive, nous pensons que certains préjugés observés pendant notre enquête, que ce soit entre les différents professionnels, les populations de la Guinée appartenant à des ethnies différentes, ou encore

entre citoyens et villageois, peuvent s'expliquer par l'ethnocentrisme, en tant que réalité anthropologique commune à tous les êtres humains. Ainsi, chacun est porté à juger les autres à partir de sa propre culture, de son mode de vie, de sa formation professionnelle érigée en référence. Il serait fondamental, à notre avis, que la formation des opérateurs vise à les rendre conscients de leur ethnocentrisme, afin qu'ils soient mieux préparés à être plus compréhensifs vis-à-vis des identités plurielles de leurs collègues et des populations auprès desquelles ils sont appelés à intervenir⁷.

Bibliographie

ABRAHAM Willie, 1962, *The Mind of Africa*, University of Chicago Press, Chicago, 206 p.

COSTEY Paul, 2006, « Les catégories ethniques selon F. Barth » in *Traces*, n° 1, p. 105-112.

DOZON Jean-Pierre & FASSIN Didier (dir.), 2001, « Introduction » in *Critique de la santé publique*, Editions Balland, Paris, p. 7-19.

EPELBOIN Alain, 2009, « L'anthropologue dans la réponse aux épidémies : science, savoir-faire ou placebo ? » in *Bulletin amades*, n° 78, <http://journals.openedition.org/amades/1060> (consulté le 25 septembre 2019).

DURKHEIM Emile, 1889, « Communauté et société selon Tonnies » in *Revue philosophique*, n° 27, p 416-422

FAIRHEAD James, 2016, "Understanding Social Resistance to Ebola Response in the Forest Region of the Republic of Guinea: an Anthropological Perspective" in *African Studies Review*, vol 59(3), pp. 7-31, DOI:10.1017/asr.2016.87.

FAYE Sylvain, 2015a, « L'«exceptionnalité» d'Ebola et les «réticences» populaires en Guinée Conakry. Réflexions à partir d'une approche d'anthropologie symétrique » in *Anthropologie et santé*, n° 11, DOI : 10.4000/anthropologiesante.1796.

7. Je remercie Ester Botta Somparé pour son aide précieuse dans la préparation de cet article.

- FAYE Sylvain, 2015b, « Epidémie d'Ebola en Guinée : l'anthropologie dans l'urgence sanitaire » in *La Santé en action, dossier urgences sanitaires*, Revue INPES, n° 432, p. 37-40,
- GYEKYE Kwame, 1997, *Tradition and Modernity*, Oxford University Press, Oxford, 350 p.
- HEWLETT Barry S. & AMOLA Richard P., 2003, "Cultural contexts of Ebola in Northern Uganda" in *Emerging Infectious Diseases*, n° 9(10), pp. 1242-1248
- MARIE Alain *et al.*, 2008. *L'Afrique des individus*, Karthala, Paris, 442 p.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1990, « Populisme développementiste et populisme en sciences sociales » in *Cahier d'études africaines*, n° 30, p. 475-492
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement*. Karthala, Paris.
- PARSONS Talcot, 1964, "Evolutionary Universals in Society" in *American Sociological Review*, n° 3, pp. 339-357.
- PELISSIER Paul, 2000, « Les interactions rurales-urbaines en Afrique de l'Ouest et centrale », *Bulletin de l'APAD*, n° 19, <http://journals.openedition.org/apad/422> (consulté le 25 septembre 2019).
- RIVIÈRE Claude, 1971, *Mutations sociales en Guinée*, Éditions Marcel Rivière, Paris, 415 p.
- SENGHOR Léopold Sedar, 1964, *Liberté I. Négritude et Humanisme*, Seuil, Paris 448 p.
- SOMPARÉ Abdoulaye Wotem, 2017, « La politique et les pratiques de santé en Guinée à l'épreuve de l'épidémie d'Ebola. Le cas de la ville de Conakry » in *Lien social et politiques* n° 78, p. 193-210.
- SOMPARÉ Abdoulaye Wotem & BOTTA SOMPARÉ Ester, 2018, "Mistrust During the Ebola Epidemics in Guinea" in MUHLFRIED Florian (dir.), *Mistrust, ethnographic approximations*, Transcript, Bielefeld, pp. 129-145.

SOMPARE Abdoulaye Wotem, 2015, « Les concepts et les théories sociologiques de classes sociales, mobilité et reproduction sociales à l'épreuve des réalités du terrain africain : l'exemple des villes minières et ouvrières de Guinée » in *Méthodes*, n° 1-2, p. 59-72.

SOMPARE Abdoulaye Wotem, 2009, « Différenciation ethnique et construction de l'altérité dans les entreprises minières en Guinée » in BARRY Alpha Ousmane (dir.), *Discours d'Afrique*, Presses universitaires de Franche Comté, Besançon, p. 111-125.

SOW Alpha Mohamed, 1989, « Conflits ethniques dans un État révolutionnaire. Le cas guinéen » in CHRÉTIEN Jean-Pierre & PRUNIER Gérard (dir.), *Les Ethnies ont une histoire*, Karthala, Paris, p. 387-404.

SOW Koudia & DESCLAUX Alice, 2016, « Des anthropologues face à l'épidémie d'Ebola » in *Journal des anthropologues*, n° 144-145, p. 263-269.

Résumé : Cet article décrit les interactions entre les différents acteurs impliqués dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola en Guinée, en se focalisant sur leurs identités communautaires et professionnelles. Il montre comment l'épidémie a contribué à forger de toute pièce des identités inédites, regroupées en deux camps opposés, « les gens d'Ebola » et les « communautés », ainsi que de nouvelles figures professionnelles. Dans une perspective de la socio-anthropologie du développement de Jean-Pierre Olivier de Sardan, l'article cherche à contribuer à une meilleure connaissance des opérateurs de la « Riposte », des interactions entre les spécialistes de disciplines différentes et de leurs représentations sur les populations locales.

Mots-clefs : socio-anthropologie du développement, Guinée, Ebola, réseaux communautaires de réticence, riposte, anthropologie symétrique, CVV, identités professionnelles, identités communautaires.

The Struggle Against the Ebola Epidemics in Guinea, and the Hardships Related With Professional and Community-Based Identities

Abstract: This article describes the interactions among different social actors involved in the fight against the Ebola epidemic in Guinea, focusing on their professional and community identities. It shows how the epidemic has contributed to create new identities, grouped into two different semantic fields: the "Ebola people" and

the “communities”, but also new professional identities. In the theoretical framework of Olivier de Sardan’s socio-anthropology of development, the article tries to provide a better knowledge about the experts of the “Riposte,” belonging to different disciplinary fields and on their representations of local people.

Keywords: Socio-Anthropology of Development, Guinea, Ebola, Community Networks of Resistance, Riposte, Symmetric Anthropology, CVV, Professional Identities, Community Identities.

La lotta contro l'epidemia di Ebola in Guinea e le difficoltà legate alle identità professionali e comunitarie

Riassunto: L'articolo descrive le interazioni tra i vari attori impegnati nella lotta contro l'epidemia di Ebola in Guinea, concentrandosi sulle loro identità professionali e comunitarie. Mostra in che modo l'epidemia abbia contribuito a creare delle identità inedite, raggruppate in due campi opposti: la “gente di Ebola” e le comunità, ma anche a determinare la nascita di nuove figure professionali. Richiamandosi alla socio-anthropologia dello sviluppo di Jean-Pierre Olivier de Sardan, l'articolo cerca di fornire una migliore conoscenza degli esperti della “Riposte”, delle interazioni tra specialisti di diverse discipline et delle loro rappresentazioni sulle popolazioni locali.

Parole chiave: Socio-anthropologia dello sviluppo, Guinea, Ebola, reti comunitarie di reticenza, Riposte, antropologia simmetrica, CVV, identità professionali, identità comunitarie.